

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Questions d'actualité – 27 juillet

1. Mouvement des agriculteurs / éleveurs

⇒ **Un mouvement très soutenu, appuyé sur une excellente image des agriculteurs.**

96% des Français comprennent la mobilisation, et 91% la soutiennent (avec dans chaque cas une intensité importante : plus de 70% de « tout à fait »).

C'est **largement plus que d'autres mouvements récents** (médecins, profs, etc.), porté par une **sympathie particulière envers les agriculteurs : 90% des Français en ont une « bonne image »**. Le sondage BVA réalisé il y a deux jours confirme ces chiffres (89% de « bonne image » des agriculteurs).

L'ampleur du soutien semble moins reposer sur l'attachement à l'agriculture elle-même (même s'il existe), que sur une **identification très forte aux difficultés rencontrées par cette profession, symboles d'un « travail dur qui ne paie pas »**.

« C'est eux qui travaillent le plus et qui gagnent le moins » « Ce sont des gens qui s'investissent beaucoup dans leurs métier » (PS)

« Le prix n'est pas à la juste valeur de leur travail. » (LR) « Je connais le travail qu'ils fournissent, il est intense et rude, comme les pêcheurs. Alors quand les grandes surfaces font des marges énormes sur eux, je ne suis pas d'accord. » (UDI)

« Ce n'est pas normal si on n'arrive pas à sortir un salaire de son travail. » (SSP)

« Ils sont dans une situation très difficile, on est avec eux. C'est le reflet du pays qui va mal. Il faudrait que les choses changent. » (FdG)

« Ils font des manifestations parce qu'ils ne touchent pas assez sur leur lait ou leur viande. Moi je dis qu'au lieu de faire grève là-bas, ils devraient monter à Paris et aller voir Hollande. De toute façon, tout va mal. Les agriculteurs font des manifestations parce qu'ils sont mal payés, moi aussi, et vous aussi, nous devrions le faire. Ils devraient augmenter les salaires parce que tout le monde se plaint, prendre un peu plus d'argent aux personnes assez riches. » (SSP)

Même les blocages ne diminuent pas le soutien au point de pouvoir retourner l'opinion : 63% des Français soutiennent spécifiquement le recours au blocage des routes (58% à gauche, 66% à droite). On ne trouve à ce stade que **très peu de verbatims les déplorant** - mais une lassitude pourrait se faire jour si des actions sporadiques se prolongent trop durant les vacances.

⇒ **Les responsables de la crise sont pour les Français clairement identifiés : les « intermédiaires » d'une part** - abattoirs, transporteurs, grande distribution - (68% de citations au total) ; **l'Europe et la PAC de l'autre** (61%). Le gouvernement n'arrive que loin derrière (44%). Les consommateurs (16%) et les agriculteurs eux-mêmes (10%) sont exonérés.

« Il y a trop d'intermédiaires qui prennent tous des marges. Il faut que les agriculteurs vendent directement sans passer par des intermédiaires. » (PS)

« Regardez ce qui se passe, c'est une honte. Les magasins et tous les intermédiaires empochent les sous, alors que ceux qui font vraiment le travail on ne leur donne pas le fruit de leur travail. » (SSP)

« Leur travail n'est pas bien rémunéré, alors que les grandes surfaces prennent une grande marge. Il faut boycotter les grandes surfaces. » (PS)

« Les éleveurs n'arrivent plus à gagner leur vie, comme les producteurs de lait. Ça m'a marqué, il y a toujours de nouvelles normes à respecter, on leur demande toujours quelque chose de plus. Après, quand on leur achète leur production, on leur donne des prix trop bas. Et puis nous, quand on rachète la viande, elle est déjà chère. » (PS)

⇒ Si le gouvernement n'est pas aux yeux des Français l'un des principaux responsables de la crise, **il aurait pour les trois-quarts d'entre eux les moyens d'agir** (39% « vraiment des moyens d'agir » et 33% « peut agir seulement à la marge » ; contre 27% « pas les moyens d'agir »).

Or seuls 26% pensent que le plan annoncé mercredi est « suffisant pour améliorer la situation des éleveurs » (dont 32% à gauche). Cette sévérité s'explique sans doute par :

- le sentiment que nous avons **attendu que les choses dégénèrent pour intervenir** :

« Le Ministre ne voulait pas venir mais il est venu quand même. Il est venu car il a vu que ça allait mal se passer. » « Le Ministre de l'agriculture s'est fait prier pour intervenir » (PS)

« Le gouvernement n'a pas réagi à leurs demandes » « Les politiciens auraient pu arranger les choses depuis des années, mais ils ne l'ont pas fait » (SSP)

« Les attermoissements de François Hollande par rapport aux agriculteurs. Ça faisait plusieurs semaines qu'il est au courant que ça n'allait pas. La PAC est un système qui ne fonctionne plus. » (FdG)

Cela peut **expliquer une partie des jugements indulgents sur les blocages** :

« La seule possibilité de se faire écouter en France c'est d'être obligé de tout bloquer, sinon les politiques ne bougent pas. » (PS)

« Les difficultés de dialogue entre les agriculteurs et l'Etat. Il faut toujours aller jusqu'à la grève pour être entendu avec le gouvernement. » (SSP)

« Ce sont eux qui produisent, et ce sont eux qui en ont le moins. C'est dommage d'être obligé d'être violent, mais c'est la seule solution pour se faire entendre. » (FdG)

- le sentiment que la **réponse apportée reste superficielle sans s'attaquer aux racines du problème**. Très peu de Français ont mémorisé le contenu du plan - le montant de l'aide financière n'est même pas cité - et beaucoup évoquent des « mesurettes » :

« L'Etat ne fait rien pour nos agriculteurs à part de petites mesurettes insignifiantes. » (PS)

« Ça ne date pas d'aujourd'hui, ils ne gagnent pas leur croûte. Le gouvernement ne fait pas grand-chose pour les paysans et le reste. » (SSP)

« Les éleveurs, on s'est foutu de leur gueule. On leur donne de l'argent de poche. C'est des gens qui veulent faire quelque chose de bien, c'est une honte de leur donner de l'argent de poche pour s'acheter des bonbons. » (PS)

« La gestion de la crise par le gouvernement n'est pas bonne, ils devraient mettre la pression sur les industriels et les supermarchés qui étranglent les agriculteurs, lancer un appel sur les réseaux sociaux, boycotter les grandes surfaces... Il n'y a rien de fait pour les agriculteurs, ils sont obligés de faire grève pour revendiquer leurs droits. » (SSP)

- **des incompréhensions, notamment sur l'appel à acheter de la viande plus chère**, qui ne peut être vu que comme une solution secondaire, le problème résidant pour l'opinion ailleurs (l'écart entre prix acheté aux agriculteurs et celui qu'ils paient leur paraît démesuré).

« Ils sont mal payés par rapport au travail qu'ils réalisent, et ça se répercute au niveau des consommateurs. Le président demande aux Français d'être solidaire pour acheter français, mais il ferait mieux de demander aux négociants de réduire leurs marges. »

« L'attitude de François Hollande de proposer d'augmenter le prix des viandes dans les magasins pour aider l'éleveur, ça m'a choquée. On est déjà en période économique difficile, et c'est un effort de plus demandé aux citoyens. »

« Celui qui travaille la terre ne gagne pas d'argent, et celui qui reste dans son bureau gagne des sous. Les agriculteurs travaillent toute l'année et n'ont pas de marge. Les grandes surfaces, le CAC40, les gros qui dirigent le pays, eux ils ont une marge. »

« Ils veulent qu'on paye le lait plus cher, alors qu'on le paye déjà cher. »

⇒ **Pour la suite, les regards se tournent avant tout vers le Ministre de l'agriculture.**

Il est à la fois **celui qui a mieux géré la crise que le couple exécutif** - même si globalement le jugement reste sévère (34% pensent qu'il a bien géré dont 47% à gauche, contre 29% pour le PR et 29% pour le PM) ; et **l'acteur le plus efficace et le plus crédible** à 51%, loin devant le PM (27%) et le PR (18%).

Sans doute l'image d'homme de terrain, proche des agriculteurs par son parcours personnel, joue-t-elle en faveur de SLF.

- **La crise est loin d'être terminée pour les Français.** Nous avons à leurs yeux répondu à l'urgence, mais à ce stade seulement **superficiellement et sous la pression**, alors qu'ils voient les racines du mal qui ronge le monde agricole profondes.

L'urgent sera d'éviter la multiplication des blocages sporadiques durant l'été, qui accentueraient les critiques contre notre inaction.

*Mais il paraît **tout aussi important de reparler de la situation des agriculteurs une fois la crise calmée** (si tant est que les médias puissent s'y intéresser hors période de tensions) pour **montrer un suivi sur lequel nous sommes attendus** (envisager à la rentrée des points d'étapes sur le terrain avec le Ministre de l'agriculture - bien identifié et crédible - aux côtés du PR ou du PM ?).*

Les Français peuvent comprendre que nous ne pouvons pas tout régler dans l'immédiat, mais nous reprocheraient de nous contenter de gérer l'urgence.

- **Sur le fond, l'appel à acheter français** dans les collectivités n'est pas restitué : il pourrait être souligné et acquérir une petite valeur symbolique. L'appel à la responsabilité des consommateurs en revanche se heurte aux propres problèmes de pouvoir d'achat des Français.

*Il faudra dans tous les cas **beaucoup de pédagogie** : en l'état, ces mesures n'ont qu'une portée secondaire pour l'opinion, qui **identifie elle-même des maux plus profonds**, en particulier :*

- **l'organisation des filières** : si le contexte s'y prête, nous pourrions peut-être davantage communiquer sur les « intermédiaires » (mot qui revient très souvent) ainsi que sur les **circuits courts** dont l'attrait semble réel et qui sont spontanément cités comme une solution ;
- **les politiques européennes**. Le Conseil agriculture de la rentrée pourrait le cas échéant être une caisse de résonance entendue par l'opinion.

2. Education : le débat est passé au second plan, mais les jugements négatifs sont ancrés

⇒ Le SIG a retesté ce week-end la réforme du collège : **sa notoriété atteint 58%, soit 20 points de moins que fin mai** : on retombe aux niveaux de la fin avril.

Mais si le débat s'est éloigné, les Français n'en ont pas pour autant révisé leur jugement. Parmi ceux qui en ont entendu parler, **28% (-4 pts par rapport à fin mai) pensent que cette réforme va dans le bon sens**, contre 69% dans le mauvais sens. L'approbation reste également minoritaire à gauche, où 54% pensent qu'elle va dans le mauvais sens.

➤ *Le sujet s'est un peu éloigné mais **pourrait être réactivé à la rentrée**. Les jugements se sont actuellement solidifiés : à ce stade seule la confrontation avec la réalité de la réforme pourrait conduire les Français à les réviser. Il paraît important de **profiter de la rentrée pour communiquer très concrètement sur « ce qu'il y a de mieux » pour nos enfants**.*

⇒ A noter un sondage Opinionway / Le Figaro sur le **malaise des enseignants** (confirmant un sondage Ifop il y a quelques semaines) : 76% se disent mécontents de l'action du gouvernement depuis trois ans. C'est dans la moyenne des jugements de l'ensemble des Français sur notre action, donc élevé pour cette frange de la population d'ordinaire en soutien - mais qui s'inscrit sur fond de malaise plus général de la fonction publique (point d'indice, suppression des heures supplémentaires défiscalisées...).

Cette déception se ressent dans **les intentions de vote** : entre 21% (Opinionway) et 26% (Ifop) voteraient aujourd'hui pour le PR, soit une **perte de près de 20 points** (44% en 2012). A noter que cette perte ne se traduit **pas par un vote « plus à gauche »** (Mélenchon plafonne à 15%) **mais par un surcroît d'abstention et de vote Bayrou** (24% pour l'Ifop, 26% selon Opinionway, soit +10 points).

➤ *On retrouve dans les intentions de vote générales des mécanismes similaires : JL. Mélenchon et C. Duflot sont à des niveaux extrêmement stables dans le temps (9% et 3%) quel que soit le score du PR (à 14% en octobre dernier, remonté à 21% aujourd'hui - Ifop/RTL) comme si la déception de notre cœur d'électorat n'avait pas entraîné, jusqu'à présent, de système de vase communicant. Ces mouvements restent à surveiller et affiner.*

3. Dans le reste de l'actualité

⇒ Encore **beaucoup de crise grecque**, sur les mêmes thèmes que les semaines passées (en particulier le sentiment que l'histoire n'est pas terminée ; et la crainte de devoir *in fine* payer).

⇒ La **baisse du taux du livret A** (vu comme un nouveau signe que ce sont toujours les mêmes qui contribuent) : *« Le taux du livret qui baisse à 0,75%. Je trouve ça inadmissible, ce sont toujours les même qui sont tributaires des erreurs politiques. On a trop de députés et d'hommes politiques qu'on paie à ne rien faire, et ce ne sont pas des petits salaires qu'on leur donne à ces gens-là. » (PS)*

⇒ Quelques commentaires indignés sur le **roi d'Arabie Saoudite** (davantage sur le mode de l'argent qui exonère des règles communes que sur l'attaque à notre mode de vie) : *« Le fait que le roi d'Arabie saoudite fasse privatiser une plage public en France. » (SSP)*

⇒ Des **commentaires d'ambiance** qui éclairent sur la rentrée : *« L'emploi, je trouve que le gouvernement ne fait pas grand-chose à part nous donner des contrats aidés pour ensuite être au chômage. » (PS) / « Je ne les écoute pas, c'est à 95% faux et 5% vrai. Je ne crois pas ce qu'ils peuvent dire, donc quand je vois un politique je zappe. » (PS) / « La réaction des hommes politiques en France, leur peu de considération : ce sont des gens coupés de la réalité, ils ne travaillent plus dans la réalité, ils gèrent leur carrière à eux » (SSP)*